

RAISE THE BAR

2019

A REPORT CARD ON PROVINCIAL LIQUOR POLICIES FOR BARS AND RESTAURANTS

#RaisetheBar2019 reveals which provinces are at the top of the class and how each jurisdiction can create friendlier conditions for foodservice and hospitality businesses across Canada.

READ THE FULL REPORT AT RestaurantsCanada.org

UNTAPPED POTENTIAL: OFF-SITE SALES

SURVEY QUESTION: If permitted, what type of impact would being able to sell alcohol for off-premise consumption, either through takeout or delivery, have on your operations?

75.4% Positive Impact

6.9% Negative Impact

17.7% No Impact



ALBERTA

Best-in-class, but room for improvement. Licensed establishments are still hungover from actions taken by the previous provincial government and hoping for relief.

C

BRITISH COLUMBIA

Consultation with industry will hopefully result in operational improvements for bars and restaurants. But plans to phase out the liquor server wage could exacerbate labour pains.

B

MANITOBA

Time to level the playing field: Restaurateurs face more restrictions than retail consumers when buying liquor and still can't sell alcohol for off-site consumption, unlike hotels and third-party delivery.

C-

SASKATCHEWAN

Uneven wholesale pricing model continues to fall flat with many licensed establishments still at a competitive disadvantage.

C

QUEBEC

Many reasons to raise a glass, but wholesale pricing still needs work. Restaurateurs are also waiting for promised regulations that will reduce red tape.

C-

ONTARIO

New regime is demonstrating a willingness to disrupt the status quo, but needs to apply itself more in the area of hospitality.

NEWFOUNDLAND & LABRADORS

The cost of doing business is still much higher for drinking places on the Rock compared to the rest of the country.

D-

PRINCE EDWARD ISLAND

On the right track, but liquor licensees are still thirsty for better prices and a wider selection of products.

B-

NEW BRUNSWICK

The province's unfulfilled promise to introduce wholesale liquor pricing is continuing to leave a bad taste.

D-

NOVA SCOTIA

Prohibition is history at last but current rules and regulations are creating an uneven playing field with craft breweries.

B-

STOP THE ESCALATOR!

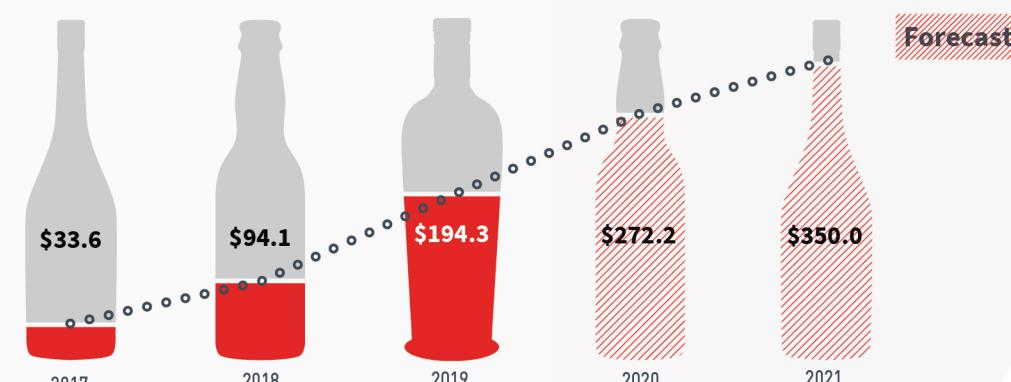
Did you know: Federal and provincial taxes currently make up:

- Nearly 50 per cent of the cost of beer;
- Between 65 and 70 per cent of the final price of wine; and
- Up to 80 per cent of the cost of spirits.

In 2017, the Canadian government made an already bad situation worse by increasing excise duties on beverage alcohol products by 2 per cent and introducing an automatic annual escalator on those duties.

CUMULATIVE ESCALATION OF TAXES ON BEER, WINE AND SPIRITS (IN MILLIONS)

Source: Canadian Taxpayers Association, Canadian Vintners Association, Beer Canada, Spirits Canada and Restaurants Canada



RELEVER LE DÉBIT

2019

UN POTENTIEL INEXPLOITÉ : LA VENTE HORS SITE

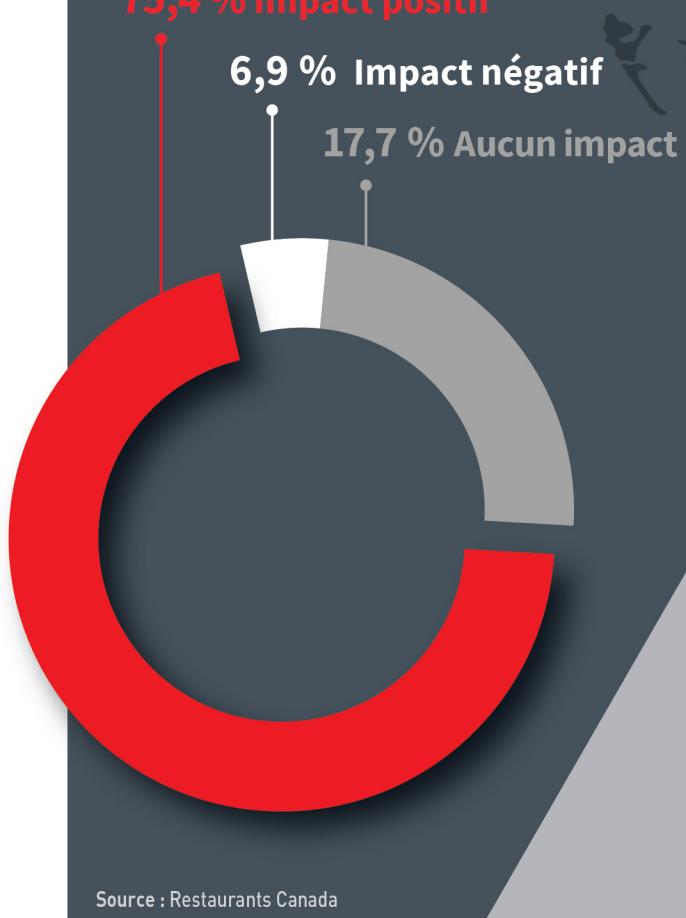
DEMANDÉ LORS DU SONDAGE :

Si vous étiez autorisé à vendre de l'alcool pour consommation hors site, pour emporter ou pour livraison, quel impact cela aurait-il sur vos activités?

75,4 % Impact positif

6,9 % Impact négatif

17,7 % Aucun impact



BULLETIN DE NOTES SUR LES POLITIQUES PROVINCIALES EN MATIÈRE D'ALCOOL POUR LES BARS ET LES RESTAURANTS

Pour la troisième fois depuis 2015, Restaurants Canada a recensé les politiques sur l'alcool qui ont un impact sur les entreprises du secteur des services alimentaires et de l'accueil dans toutes les régions du Canada et demande à tous les ordres de gouvernement de #Releverledebit.

LISEZ LE RAPPORT INTÉGRAL AU RestaurantsCanada.org

ALBERTA

Première de classe, mais il y a place à l'amélioration. Les établissements détenteurs de permis d'alcool continuent de souffrir des mesures prises par l'ancien gouvernement provincial et espèrent un peu de répit.

C

MANITOBA

Les restaurateurs sont soumis à davantage de restrictions que les consommateurs pour l'achat d'alcool et ne sont toujours pas autorisés à vendre de l'alcool pour consommation hors site, alors que les hôtels et les services de livraison le sont.

B

QUÉBEC

De nombreuses raisons de porter un toast, mais il faut améliorer l'accès aux prix de gros. Les restaurateurs attendent également l'allégement promis des formalités administratives.

B-

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Les coûts d'exploitation des débits d'alcool demeurent beaucoup plus élevés dans cette province que dans le reste du pays.

D-

COLOMBIE-BRITANNIQUE

On espère que le processus de consultation de l'industrie entraînera des améliorations pour les bars et les restaurants, mais l'abolition prévue du salaire pour les serveurs d'alcool pourrait exacerber les problèmes de main-d'œuvre.

SASKATCHEWAN

Un accès asymétrique aux prix de gros continue de nuire à la capacité de nombreux établissements de concurrencer.

C-

ONTARIO

Le nouveau gouvernement semble disposé à changer les choses, mais il doit faire davantage pour son secteur de l'accueil.

C-

NOUVEAU-BRUNSWICK

La province n'a pas tenu sa promesse d'introduire des prix de gros pour l'alcool, ce qui laisse un goût amer.

D-

NOUVELLE-ÉCOSSE

L'époque de la prohibition est révolue, mais la réglementation actuelle crée une concurrence injuste avec les brasseries artisanales.

B-

NON À L'INDEXATION AUTOMATIQUE!

Saviez-vous que les taxes fédérales et provinciales représentent actuellement :

- près de 50 pour cent du coût de la bière
- entre 65 et 70 pour cent du coût final du vin; et
- jusqu'à 80 pour cent du coût des spiritueux.

En 2017, le gouvernement canadien a aggravé une situation déjà mauvaise : non seulement le budget fédéral a-t-il augmenté de deux pour cent les droits d'accise sur les produits d'alcool, mais il a introduit une indexation annuelle automatique de ces droits.

AUGMENTATION CUMULATIVE DES TAXES SUR LA BIÈRE, LE VIN ET LES SPIRITUÉUX (EN MILLIONS)

Source : Fédération canadienne des contribuables, Association des vignerons du Canada, Bière Canada, Spirits Canada et Restaurants Canada

